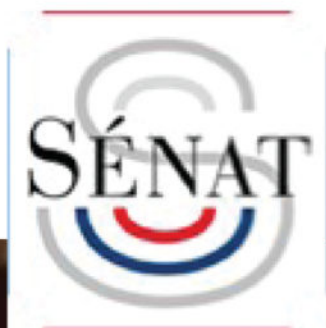




Bilan de mandat 2020-2026



Au Sénat et sur le terrain



Pour défendre la commune, socle de la République

Christian BILHAC
Sénateur de l'Hérault

Au Sénat et sur le terrain pour défendre la commune, socle de la République



Edito

Une vie d'engagement au service de l'intérêt général

Mes chers concitoyens, chers collègues élus,

Au terme de six années de mandat sénatorial, je tiens à vous exprimer ma profonde et sincère gratitude et à vous remercier pour la confiance que vous m'avez accordée en 2020. Durant ces années, la richesse de nos échanges a nourri mon action et ma réflexion en tant que parlementaire au cours de nos rencontres sur le terrain. Je vous adresse ce bilan de mandat relatant les grands axes de mon activité parlementaire.

Servir au Sénat a été pour moi un honneur de chaque instant en tant que Vice-président de la Commission des Finances et membre du groupe parlementaire du RDSE, le Rassemblement Démocratique et Social Européen, qui fête cette année son 135^{ème} anniversaire. Ce groupe, traditionnellement celui des radicaux, le plus ancien, m'a donné une réelle liberté de parole et de vote.

Avec une assiduité rigoureuse, dans le silence studieux des commissions ou dans les débats animés de l'hémicycle, mon unique boussole a été de répondre aux attentes que vous aviez placées en moi.

Le « parlementarisme rationalisé » de la Vème République impose des limites aux prérogatives parlementaires mais j'ai lutté avec conviction pour que la voix des territoires ne soit pas étouffée. J'ai porté la parole des élus de France et, avec une fierté toujours renouvelée, celle des élus héraultais, sentinelles de notre République.

A l'issue de 43 années de mandats électifs, le moment est venu pour moi de clore ce chapitre de ma vie publique, après 37 ans passés en qualité de maire de ma chère commune de Péret et 6 années comme sénateur au Palais du Luxembourg, où j'ai agi avec la passion de celui qui croit au bien commun.

Tourner la page n'est pas un renoncement mais une transition car je continue à servir mon village en tant que conseiller municipal, un mandat de proximité qui me tient à cœur.

Je souhaite désormais consacrer davantage de temps à ma famille et à mes passions personnelles, serein du devoir accompli.

C'est avec émotion que je vous dis merci pour cette aventure humaine exceptionnelle.

Bonne lecture !



2020



Au Sénat, Christian Bilhac est membre du
Rassemblement Démocratique
(RDS



2026



membre du groupe parlementaire
Libéral et Social Européen
(DSE)

2020



2021

Au Sénat



Interventions en faveur des collectivités territoriales

« Permettez-moi de souhaiter que le mot « égalité », qui figure dans notre devise, soit appliqué et qu'un pauvre du rural reçoive autant de soutien de l'État qu'un pauvre des villes ! ».

La colère gronde dans les campagnes, parce que les ruraux ne comprennent pas qu'ils doivent payer pour des services que les urbains ne paient pas. Il faut corriger cette injustice, il est temps que notre assemblée se penche sur le manque de moyens des territoires ruraux.

Déclaration des forages

Mon amendement, transférant aux foreurs professionnels la charge de déclarer les forages en mairie, a été adopté permettant un recensement exhaustif de ces ouvrages.

Patrimoine sensoriel des campagnes françaises

Le rythme de vie du monde rural n'est plus exclusivement agricole. Le prolongement de la ville hors la ville reste une chance pour le rural, les nouveaux habitants permettent de sauver l'école, le bistrot, l'épicerie. Mais des difficultés apparaissent avec une judiciarisation croissante, y compris des conflits fonciers.

Le droit de propriété est un droit imprescriptible.

Sécurité globale

La sécurité est une compétence régalienne de l'État. Avec le transfert des charges financières que représentent les polices municipales on se dirige vers une France à deux vitesses en matière de sécurité. D'un côté les communes qui pourront financer la sécurité de leurs concitoyens et de l'autre, celles qui ne pourront pas répondre à la demande légitime de leurs administrés par manque de moyens.

On ne peut pas dire au congrès des maires qu'ils sont les fantassins de la République, les piliers de la République et leur refuser l'accès au fichier d'immatriculation !



L'État cigale et la fourmi collectivité

L'État « cigale » demande à la fourmi « collectivité » de participer à rembourser sa dette. La politique du rabet a des limites. Nous devons penser d'abord à la soutenabilité sociale des politiques menées et des efforts demandés car, malgré les coups de rabet, le déficit est toujours là et des menaces politiques pointent. J'ai dressé trois pistes pour l'avenir : recentrer la dépense publique sur les missions régaliennes de l'État ; confier aux collectivités publiques certaines compétences ; repenser la pluri-annualité des contrats de plan.

Procédure d'expropriation des biens en état d'abandon manifeste

A l'initiative de mon groupe, le RDSE, le Sénat a adopté le 14 avril sa proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste déposée en 2019.

J'ai voté pour ce texte car la mobilisation du foncier est un enjeu majeur pour les maires, en particulier dans le rural, à la fois pour favoriser le développement des communes, l'implantation d'activités économiques et de services publics, mais aussi pour répondre à la demande croissante de logements.

Congrès des maires



Pour le premier Congrès des Maires de l'AMF après confinement, les 4 sénateurs de l'Hérault invitent les maires du département à visiter le Sénat lors d'un moment convivial partagé.

Mes actions au sein de la Haute Assemblée poursuivent les mêmes objectifs de défense de la commune et de la ruralité, monde peu connu de la haute administration et à laquelle on veut appliquer systématiquement des lois urbaines

2020 2021

Au Sénat



Questions au Gouvernement

Frais de déplacements pour les infirmiers libéraux

L'épidémie de Covid-19 a mis à mal cette profession en révélant des incohérences, comme le plafonnement des indemnités kilométriques qui pénalise ceux qui parcourent de grandes distances. **Ce cadre ne correspond pas à la réalité rurale**, où un infirmier doit souvent parcourir des centaines de km pour visiter sa patientèle. La stagnation des tarifs pour les actes infirmiers rajoute à la crainte que ces conditions ne découragent les jeunes infirmiers de s'installer en zone rurale. Il faut que le ministre réponde aux spécificités de cette profession en milieu rural.

Commerces de proximité

La fermeture des commerces "non essentiels" durant la deuxième vague de Covid-19 attise l'incompréhension des petits commerçants, qui avaient mis en place des mesures sanitaires. Il faut être conscient des préoccupations économiques. Les fermetures profitent aux grandes enseignes et aux commerces en ligne. **Il faut autoriser l'ouverture des petits commerces de proximité par dérogation préfectorale, redonnant ainsi un rôle central au couple maire-préfet dans la gestion de cette crise.**

Nouvelles normes de construction des bâtiments neufs

Les nouvelles normes de construction « RE 2020 », entreront en vigueur en 2021. Elles excluent progressivement le chauffage au gaz naturel des logements neufs et suscite de vives inquiétudes parmi les acteurs du logement dans l'Hérault. Avec des seuils d'émissions de gaz à effet de serre très stricts, l'installation de chaudières sera presque impossible, malgré le développement des gaz verts. **Je crains que cette situation entraîne un retour au chauffage électrique, mettant à mal un système déjà fragile, des problèmes d'approvisionnement en électricité et des dépenses accrues pour les personnes. Il faut prendre des mesures pour assouplir la réforme rassurer les acteurs du logement afin d'éviter des déconvenues auprès de la population.**

Stations thermales dans les communes rurales

La crise de la filière thermique en Occitanie, notamment dans l'Hérault, où la fréquentation a chuté de 60% en 2020, menace l'économie locale. Bien que des promesses de soutien aient été faites par l'État, des incertitudes subsistent. Les maires et l'association des maires des communes thermales réclament des mesures comme **des prêts garantis et un prolongement du chômage partiel** pour garantir la pérennité de ces structures, particulièrement en milieu rural.

J'ai cosigné des propositions de loi (PPL) et de résolution (PPR)

- PPL visant à développer le recours à la médiation
- PPL visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables
- PPR visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire
- PPL de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité
- PPR tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'application du principe constitutionnel de laïcité au sein des établissements de l'enseignement supérieur
- PPL visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19

C'est à Marianne de recueillir les orphelins de la République



CAZOULS-LES-BÉZIERS



SAINT-PONS DE THOMIÈRES



ROUJAN



PUISSERGUIER



CLARET



COMBES



VILLEVEYRAC



BEAULIEU

Comme je l'avais évoqué pendant la campagne électorale, je mets un point d'honneur à être à la fois un sénateur présent à la Chambre Haute pour exercer ma fonction de législateur, mais également un sénateur de terrain, afin de pouvoir enrichir les textes législatifs à partir des réflexions des élus locaux.

Dans ce cadre, je rencontre la totalité des maires du département, au moins une fois par an. Pour cela, j'ai mis en place un calendrier de rencontres territoriales qui regroupent une dizaine de maires partageant les mêmes problématiques de territoire : les « 34 Rencontres du territoire 34 ».

Ce format est un bon compromis entre des rencontres individuelles impossibles à organiser annuellement et des rencontres dans l'espace intercommunal dont le nombre de communes regroupées ne permettrait pas un véritable débat.



Mon but n'est pas de tenir meeting, mais d'être à l'écoute, d'échanger, et de porter la voix des maires

CLERMONT L'HÉRAULT

J'ai interpellé Olivier DUSSOPT, Ministre délégué des comptes publics sur le projet de l'entrée Nord de l'A75 pour desservir ce territoire.



MONTAGNAC

J'ai honoré la venue de Jean CASTEX et de Julien DENORMANDIE en visite pour soutenir les sinistrés des gelées noires. L'État annonce 1 Milliards d'euros d'aides. Par ailleurs, je suis intervenu par courrier en faveur du contournement Ouest de MONTPELLIER.

Chambre de Commerce et d'Industrie

Avec A. DELJARRY, Président de la CCI, qui a réuni les présidents d'associations de commerçants, j'ai rappelé combien le commerce de proximité était essentiel économiquement et socialement. Il faut revaloriser le travail en réponse à la pénurie de main d'œuvre et revoir les financements de la sécurité sociale qui sont un frein à l'embauche.



SAINT-MARTIN DE LONDRES

J'ai apporté mon soutien aux sinistrés de la gelée d'avril et participé à une réunion avec la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup et la Chambre d'agriculture.

PALAVAS-LES-FLOTS

Visite d'Annick GIRARDIN, Ministre de la mer à l'IFREMER.



MONTPELLIER

Prise de fonction du Général LANIEL

Au Salon des Maires de l'Hérault

au Parc expo de BÉZIERS
 Les Présidents du Département et de l'AMF34 et Sam CHBEÏR, Marbrier à Saint-Pons de Thomières me remettent un Éléphant en marbre, animal totémique de PÉRET.



MONTPELLIER - Serment d'Assas

Depuis 37 ans, je suis fidèle à la commémoration du «Serment d'Assas». Aux côtés du Président de l'AMF34, du Président du Département, du Président de l'AMRF34, nous avons honoré Jean TOUDON, dernier acteur et témoin du serment d'Assas faisant partie des maires du 2 février rassemblés en 1971 pour défendre la pour défendre la viticulture et les viticulteurs.

*Mon créneau c'est la défense de la ruralité, trop souvent oubliée,
 très méconnue de la haute administration à l'initiative des projets de loi.
 La ruralité est perçue comme des territoires où l'on part en vacances*



2021 2022



Au Sénat

Après un marathon budgétaire interrompu par le rejet de la première partie du projet de loi de Finances pour 2022 au Sénat, la session parlementaire reprend la loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire dit « pass vaccinal ».

Rétablir la confiance avec nos concitoyens est essentiel, à la veille d'échéances électorales cruciales pour l'avenir de notre pays.

Légiférer à froid, avec pragmatisme et réalisme, en répondant aux besoins réels de nos compatriotes, est préférable à l'esprit de mascarade politicienne qui discrédite notre démocratie, fragilise le bicamérisme.

Revaloriser la dotation de solidarité rurale

J'ai demandé la revalorisation de la DSR de 10 millions d'euros de plus que la DSU car, aujourd'hui, la dotation par habitant de la DSR représente la moitié de celle de la DSU. **Les riches des champs valent autant que les riches des villes !**

Augmenter la Dotation particulière « élu local »

J'ai proposé d'augmenter la DPEL de 13.7 millions d'euros. On applique aux communes entre 500 et 1000 habitants une condition de potentiel financier, à laquelle on ajoute le potentiel financier de l'intercommunalité. Au gré des fusions et évolutions de l'interco, les communes bénéficient de cette dotation une année, puis la perdent l'année suivante. **Les responsabilités pesant sur les maires ruraux restent pourtant les mêmes : tantôt secrétaire, tantôt comptable, balayeur, éboueur, etc.**

Taxe d'aménagement.

Le Sénat a rendu facultatif le partage de la taxe d'aménagement entre les communes et les intercommunalités. Je déplore le rejet de mon amendement pour verser cette taxe à l'ouverture du chantier plutôt qu'à l'achèvement des travaux. Cela risque

de plonger collectivités et les particuliers dans des difficultés financières.

Agriculture - Gel d'avril - Hausse des prix GNR et engrais

En commission des Finances, j'ai interrogé le ministre du Budget sur les conséquences comptables pour les agriculteurs de la hausse des prix du GNR et des engrais ainsi que sur les retards dans l'indemnisation des dégâts du gel sur les cultures en avril 2021. Il a évoqué une baisse de 18 centimes d'euros par litre, quant aux aides relatives au gel du printemps dernier, elles seraient débloquées dès que les recettes des agriculteurs seront affectées. Des réponses loin des réalités du terrain.

Influence des cabinets privés de conseil sur les politiques publiques

La commission d'enquête rend ses conclusions. Le contrôle exercé par le Sénat est essentiel pour identifier les dysfonctionnements et pour déployer des mesures visant à les corriger. Parmi les principales pistes : rendre publiques les données, renforcer les règles déontologiques, interdire l'utilisation des logos de l'administration, imposer une déclaration d'intérêts aux consultants, exclure des marchés les cabinets ne respectant pas les obligations déontologiques, etc...

Réception des Maires et Élus de l'Hérault au Sénat lors du Congrès des Maires.



J'ai l'intime conviction que la commune est le socle de la République et que les maires en sont les piliers.

Les maires, femmes et hommes qui s'engagent sans compter pour préserver l'intérêt de leurs administrés, de leur commune, de leur école, de leurs services publics, sont une richesse pour notre pays, pour notre République.

Ils sont les chantres de la démocratie locale, de la cohésion, de la proximité. Je les côtoie toutes les semaines dans mes rencontres du territoire, véritables lieux d'échanges et d'écoute face aux inquiétudes légitimes des élus.

Je suis et reste un fervent défenseur des élus locaux imprégnés de leur territoire qui assurent la gestion de leur commune au service de leurs habitants. Hélas, la libre administration est de moins en moins tangible. Les premiers magistrats sont sans cesse contraints par des obligations réglementaires imposées par une puissante administration.



La DGF, c'est la momie Toutankhamon, on ne voit que les pansements et les bandelettes et on ne voit plus le corps

2021 2022



Au Sénat

Mes propositions de loi

Proposition de loi visant à vivre dans la dignité

Le préambule de la Constitution de 1946 établit le droit à l'emploi et l'importance du travail comme facteur de lien social et de dignité humaine. De nombreux citoyens sont aujourd'hui exclus de l'accès à l'emploi, avec deux millions de bénéficiaires du RSA et 450 000 jeunes en situation précaire. Des dispositifs de revenu minimum garanti sont à l'étude, mais le RSA, bien qu'efficace en tant que filet de sécurité, présente des limites pour le retour à l'emploi et crée une dépendance.

Cette situation, coûteuse pour les collectivités et l'État, nécessite une réforme nationale pour maintenir la solidarité nationale et l'idéal de fraternité inscrit dans la devise de la République. La précarité sociale liée à la perte d'emploi entraîne des coûts considérables en matière de santé publique et réduit les recettes fiscales pour l'État.

Ma proposition de loi vise à instaurer un Contrat solidaire d'utilité républicaine avec trois objectifs principaux : redonner dignité aux bénéficiaires en facilitant leur réinsertion professionnelle, répondre aux besoins de personnel des collectivités territoriales pour réaliser des missions d'intérêt général et recréer du lien social, notamment dans les zones sensibles. Ce contrat remplacerait le RSA et les contrats aidés en offrant de réels emplois rémunérés au SMIC, financés par l'État

à hauteur de 80 à 100 %. Les bénéficiaires seraient les allocataires du RSA et les jeunes de 18 à 25 ans. Le dispositif inclurait un plan d'accompagnement vers l'emploi et une formation.

Proposition de loi visant à exonérer des obligations de démarche « zéro artificialisation nette » (ZAN) les communes de 2 000 habitants ou moins

L'objectif ZAN inscrit dans la loi Climat 2021, vise à préserver et restaurer les sols d'ici 2050. Si je souligne l'importance de cet objectif, j'évoque la situation des petites communes rurales de moins de 2000 habitants, où 90 % de la superficie est dédiée à l'agriculture ou à des espaces naturels. Il serait inapproprié de contraindre ces communes à abandonner des projets bénéfiques à leurs habitants car leur taux d'urbanisation est très faible.

Ces communes, ayant souffert d'un exode rural, bénéficient aujourd'hui d'un regain d'attrait grâce à l'amélioration des infrastructures comme la fibre optique et l'essor du télétravail, contribuant à maintenir les services locaux, notamment les écoles et à attirer de nouveaux habitants. Les obligations du ZAN sont dans ce contexte, trop contraignantes. Je propose d'exonérer les communes rurales de moins de 2000 habitants, situées en zones naturelles ou agricoles à 90 % ou plus, des exigences de cette loi.

Questions au gouvernement

Préservation des chemins ruraux

J'ai interpellé le ministre de la transition écologique sur la préservation des chemins ruraux, face à la disparition de 200 000 kilomètres de ces voies en soixante ans, soulignant l'importance des mesures de la loi n° 2022-217 (loi 3DS) contre la dépossession de ces chemins par des riverains et pour renforcer le pouvoir des communes.

Les dispositions législatives augmentent la présomption d'usage public des chemins ruraux, limitent leur vente, et permettent aux conseils municipaux de recenser ces voies tout en suspendant le délai de prescription acquisitive. Elles prévoient également la possibilité d'échanger des chemins pour des projets d'intérêt général, sous conditions.

J'ai soulevé des préoccupations concernant l'entretien de ces chemins, désormais réalisable par des associations sous convention et demandé un bilan sur l'application de la loi pour améliorer la réhabilitation et la récupération des chemins abandonnés par les communes, face aux difficultés de certains maires.

Certification HQE dans les caves coopératives

J'ai interpellé le ministre de l'agriculture sur les impacts de la révision du référentiel haute qualité environnementale (HVE) dans le secteur viticole, spécifiquement au sein des caves coopératives. Les professionnels s'inquiètent d'une certification devenue trop sélective, risquant de décourager les acteurs concernés.

Les caves coopératives estiment qu'environ 50 % des coopérateurs pourraient perdre leur certification avec l'application du nouveau référentiel dès 2023, affectant également les marchés contractuels. La complexité des vérifications internes et le coût de la gestion collective de la certification posent des défis supplémentaires, compromettant l'élan vers des pratiques plus durables. Les vignerons coopérateurs sont favorables à l'évolution du référentiel dans des mesures acceptables. Aussi, j'ai demandé des mesures pour éviter de pénaliser les vignerons coopérateurs qui ont déjà donné leur énergie pour acquérir cette certification ou qui s'efforcent à s'y préparer.

C'est la mission de l'État d'assurer partout la sécurité des citoyens sans demander aux Maires d'être les supplétifs de l'État





Alors que le 1^{er} cycle des Rencontres avec les élus du territoire 34 que j'ai initié, comme je m'y étais engagé lors de mon élection au Sénat, vient de se terminer, j'entame une nouvelle saison avec enthousiasme et je poursuis mon activité de terrain auprès des maires et des élus locaux du département.

Si les sujets se recoupent, comme la présence des services publics de proximité, les déserts médicaux, la sécurité, l'urbanisme, l'accès au foncier, l'assainissement, le traitement des déchets, la fiscalité locale, l'accessibilité et les transports, la simplification administrative, l'emploi, l'agriculture ou encore la vie scolaire, le partage des expériences et des solutions concrètes est toujours une valeur ajoutée qui agrmente ces réunions sans oublier la convivialité, malgré la crise sanitaire. Est souvent évoquée l'injustice ressentie par les communes rurales face au mode de répartition de la Dotation d'équipement des territoires ruraux ainsi que sur les choix faits par l'État sans concertation avec les élus.



*On confond justice et équité en voulant faire des lois égalitaires
sur la totalité du territoire*



VALRAS - SNSM, Société Nationale de Sauvetage en Mer



blessés et les naufragés à terre.

Les Sauveteurs en Mer interviennent sur des opérations de recherche en mer, assistent les navires en difficulté, évaluent l'état des personnes à secourir, leur donnent les premiers soins et ramènent les

CABRIÈRES - Médiathèque



À l'invitation de Myriam GAIRAUD, maire de CABRIÈRES, j'ai participé à la pose de la 1^{ère} pierre de la médiathèque, l'aire de lavage de la cave coopérative, la réfection des réseaux, de la voirie de la rue de l'église et de la toiture de la Mairie.

LES AIRES - Site de La Vernière



effectués en matière environnementale concernant la ressource en eau et le recyclage des plastiques et des bouteilles.

Visite au village Les Aires sur le site de La Vernière avec Sébastien PREUX, directeur, Arnaud MITTELETTE, chargé des affaires publiques et de la communication, et Michel GRANIER, le maire.

J'ai pu apprécier les efforts

CLERMONT-L'HÉRAULT - Mise en œuvre d'un demi-échangeur Nord sur l'A75



À la suite de mon intervention auprès du ministre des transports, nous avons organisé avec le concours de la ville de CLERMONT-L'HÉRAULT, une réunion sur la mise en œuvre d'un 1/2 échangeur au nord sur l'A75. Un projet de longue date qui n'est toujours pas réalisé. Les participants - élus, représentants de l'État, acteurs du secteur économique, du commerce, les techniciens - s'accordent sur la nécessité de mettre en place cet échangeur qui permettrait l'irrigation de la ville, des villages alentours et des sites touristiques, la fluidité de la circulation et le désengorgement de la sortie sud de l'A75.

À la suite de mon intervention auprès du ministre des transports, nous avons organisé avec le concours de la ville de

BESSAN - le 14 juillet



Lors de la cérémonie du 14 juillet, j'ai apprécié le discours républicain de Stéphane PÉPIN-BONNET, maire de Bessan. Une intervention de M. DESPATURE, conseiller à la culture, sur la rafle de Vel d'Hiv du 16 juillet 1942, a rappelé l'importance du devoir de mémoire ! J'ai participé à la remise de médailles aux pompiers.

GIGNAC - Pôle santé



À l'invitation de Jean-François SOTO, maire de GIGNAC et président de la communauté de communes de la Vallée de l'Hérault, j'ai participé à l'inauguration du Pôle santé, une belle opportunité en cœur d'Hérault avec une offre de santé pluridisciplinaire, comprenant un centre dentaire et un plateau de consultations de spécialistes.



2022



2023

Au Sénat



Dans notre département, l'inquiétude grandit dans le milieu viticole et je reste solidaire aux côtés de la viticulture et de ses acteurs. Après la sécheresse, le gel, la covid, aujourd'hui les marchés se tendent, les PGE (Prêts garantis par l'Etat) à rembourser, les normes et les contraintes s'ajoutent à la crise de l'énergie.

En matière de transition écologique, il faut arrêter les grandes théories, les dictats verticaux et les dogmes. Elle doit se conduire sur le terrain. **Il faut se rapprocher du monde des pêcheurs et des chasseurs qui entretiennent la nature, trouver aussi un équilibre entre l'élevage et la présence du loup. Il est nécessaire d'effacer toutes ces fractures qui divisent le monde, les rassembler sans les opposer et regarder vers l'avenir tout en préservant nos traditions.**

Les communes sont le socle essentiel de la République. Elles ne doivent être, ni un appendice de l'intercommunalité, ni le guichet de l'Etat ! Il n'y a pas d'autres solutions que remettre au premier plan la proximité. L'Etat doit faire confiance aux élus de terrain qui sont des personnes responsables.

Quelles réponses au phénomène mondialisé des fraudes fiscales aux dividendes

Alors que plusieurs banques françaises ont été perquisitionnées, j'ai rappelé que **le filet antifraude fiscale ne doit pas être comme la toile d'araignée qui arrête les moucheron mais laisse passer les bourdons.** La frontière est mince entre l'optimisation fiscale légale et l'évasion fiscale frauduleuse qui prive l'Etat de ses moyens pour agir dans l'intérêt général. **En 20 ans, 33 milliards d'euros auraient ainsi échappé au fisc.**

Programme de stabilité et orientation des Finances publiques

A la tribune du Sénat, j'ai dit que les prévisions budgétaires du gouvernement pour 2023/2027 étaient trop optimistes, en matière de croissance ou d'inflation. La charge de la dette s'aggrave : **71 milliards d'euros en 2027 soit le 1er poste de dépense de l'Etat !** Comment le gouvernement compte-t-il faire baisser les impôts et la part de la dépense publique dans le PIB, alors que le Président annonce une loi de programmation militaire de 430 milliards d'euros, des mesures en faveur de

l'Éducation nationale, de l'industrie verte ou encore de la Justice ? Où seront les économies ? Je crains que les 52 milliards d'efforts ne pèsent que sur la sécurité sociale et les collectivités territoriales, **aucun effort ne pesant sur le budget de l'État.** Ma conviction profonde est qu'il faut engager une nouvelle phase de la décentralisation. **L'État doit se concentrer sur ses missions régaliennes, car en cherchant à tout gérer, il risque d'échouer dans toutes les tâches.**

Secrétaires de mairie

Dans mon intervention, au nom du groupe RDSE, j'ai exprimé mon soutien à une proposition de loi visant à améliorer les rémunérations des secrétaires de mairie. Bien que je reconnaisse une petite avancée, ces mesures ne seront pas suffisantes pour résoudre les problèmes de rémunération. J'ai évoqué les débutants en catégorie C qui gagneront seulement le Smic et les promotions en catégorie B ne représentent qu'une augmentation marginale. J'ai souligné les défis liés à la formation des secrétaires de mairie, en particulier dans les communes rurales, où un seul secrétaire doit parfois fermer le bureau en raison de l'absence de personnel. Mes propositions d'amendements sur des contrats aidés pour faciliter la formation ont été jugées irrecevables. Je reste préoccupé par le manque d'attractivité du métier et la nécessité d'une meilleure revalorisation.

Congrès des maires



***Les communes sont le socle essentiel de la République.
Elles ne doivent être, ni un appendice de l'intercommunalité,
ni le guichet de l'État !***

2022 2023



Au Sénat

Questions au gouvernement

Violation des lieux publics et atteinte aux biens publics par les gens du voyage

Ma question au ministre de l'intérieur porte sur l'occupation illégale de lieux publics et la dégradation des biens publics par des gens du voyage. Bien que des textes législatifs aient été adoptés pour garantir leurs droits, il est essentiel de rappeler que ces droits s'accompagnent de devoirs et de respect des principes républicains. La clémence à l'égard de certaines communautés a conduit à des actes de dégradation et d'annexion de biens publics sans aucune conséquence.

J'ai alerté le ministre sur l'occupation illicite du stade de l'Enclos de Cazouls-les-Béziers par une communauté de gens du voyage de 350 caravanes. Cette situation prive des centaines d'enfants de leurs infrastructures sportives et engendre des préjudices financiers majeurs pour la commune.

J'ai demandé à l'État des mesures concrètes et un soutien renforcé des forces de l'ordre pour protéger les élus locaux et assurer la prise en charge financière des dégâts.

Carences en matière de scolarisation des enfants handicapés en France

J'ai interrogé le ministre sur les défaillances persistantes de la scolarisation des enfants en situation de handicap, malgré les obligations du Code de l'éducation et les engagements de la Conférence nationale du handicap de 2023 :

- ◆ Inégalités territoriales : dans l'Hérault, plus de 300 enfants handicapés mentaux sont restés sans solution à la rentrée 2023.
- ◆ Condamnation internationale de la France par le Conseil de l'Europe pour violation des droits des personnes handicapées.
- ◆ Demande d'action urgente pour garantir l'accès effectif à l'éducation sur tout le territoire et mettre la France en conformité avec ses obligations européennes.

Ma proposition de loi

Indexation des revenus sur l'inflation

Ma proposition de loi répond à l'érosion du pouvoir d'achat provoquée par une inflation persistante, alimentée par les crises géopolitiques et énergétiques depuis 2022. Je souligne l'urgence sociale face à l'explosion des prix des produits de première nécessité (alimentation, énergie, logement) et à la précarité croissante des Français :

- ◆ Insuffisance des dispositifs actuels (chèques, primes) inadaptés à long terme. La baisse des salaires réels menace la consommation et la croissance.
- ◆ Le décrochage des revenus par rapport au coût de la vie accentue les difficultés de recrutement, tant dans le secteur privé que dans la fonction publique.
- ◆ Je préconise l'instauration d'une indexation automatique des salaires et des traitements publics sur l'inflation pour garantir le maintien du niveau de vie.
- ◆ Je propose un financement innovant avec la création d'une taxe sur les caisses et robots de paiement automatiques.

En résumé, il est urgent de passer d'une logique d'aides exceptionnelles à un mécanisme structurel de protection des revenus.

Je suis cosignataire des PPL et PPR :

- PPL visant à exonérer des droits de succession les personnes atteintes d'un handicap
- PPL renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires
- PPL de pérennisation et de réforme des zones de revitalisation rurale
- PPR pour ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale
- PPR visant à conférer, à titre posthume, le grade de général au lieutenant-colonel Alfred Dreyfus
- PPR pour renforcer l'accès aux services publics
- PPL tendant à renforcer la culture citoyenne
- PPR dénonçant les transferts forcés massifs d'enfants ukrainiens par la Fédération de Russie.

Le filet antifraude fiscale ne doit pas être comme la toile d'araignée qui arrête les moucheron mais laisse passer les bourdons





FONTES



MÈZE



CAMPAGNAN



CASTRIES



CEBAZAN



SAINT-PIERRE DE LA FAGE



COURNIOU-LES-GROTTES



LAROQUE



AZILLANET



CEILHES ET ROCOZELS

L'inflation normative envahit les fonctionnements de nos collectivités. Une profusion de textes a été discutée en fin de mandature, notamment la loi Climat et Résilience, qui pénalise les communes et remet en question la libre administration des collectivités, pourtant un principe constitutionnel.

Les maires ont été contraints par l'État, sans diagnostic ni études d'impact, ni prise en compte des spécificités territoriales : ZAN, biodiversité, érosion du littoral, retrait du trait de côte, etc. Une masse d'injonctions réglementaires tue dans l'œuf toute forme de progrès. Il faut revenir à une décentralisation digne de celle de 1982. Nous devons clarifier le principe de libre administration en termes de droit et de finances. Nous avons l'obligation de sortir de la tutelle de l'État inconstitutionnelle !

La fiscalité locale, la dette de l'État sont des soucis récurrents des élus.

J'insiste sur la nécessité de revoir les compétences de l'État. Il doit se concentrer sur ses missions régaliennes et transférer les autres compétences aux Régions et Départements qui ont la capacité et l'expérience.

La lenteur de la justice a été abordée. Elle met en porte à faux les élus confrontés à la cabanisation, aux incivilités, aux délits.

D'autres questions ont été évoquées : débroussaillage, prévention incendies, complexification administrative, économies d'énergie, gendarmerie... je me suis efforcé d'y répondre avec pragmatisme.



On n'est pas dans la réflexion cartésienne, on est dans le dogme



Dans l'Hérault

Carte scolaire - GIGNAC

L'académie de MONTPELLIER a délégué son directeur pour réaliser des réunions avec les élus dans chaque arrondissement du département et faire le point sur la carte scolaire. J'ai participé à une réunion qui se tenait à GIGNAC.



Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault

La FDC34 a tenu son Assemblée générale au domaine de Bayssan à BÉZIERS. Cet événement a rassemblé 500 participants autour du bilan de l'année cynégétique et des actions des chasseurs en faveur de la biodiversité.



Journées académiques Espace & Aéro - MONTPELLIER

2000 élèves ont participé à ces journées et ont pu échanger avec Claudie HAIGNERÉ, spationaute, la Colonelle Anne-Laure MICHEL de l'armée de l'air, Catherine MAUNOURY, championne de voltige aérienne.



Inauguration réseau d'irrigation SAINT-GÉNIES DE FONTEDIT

J'ai été invité à l'inauguration du réseau d'irrigation de l'Association Syndicale Aqua Fontedit en présence de Lionel GAYSSOT, Maire, Florence BRUTUS, Vice-Présidente de la Région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée, Jean-Michel MÉGÉ, Président de l'A.S.A. Aqua Fontedit, Philippe VIDAL, Vice-Président du Conseil Départemental, Francis BOUTES, Président de la Communauté de communes des Avant-Monts.



Inauguration du groupe scolaire Langevin-Wallon BEDARIEUX

J'ai salué le travail de la directrice Magali TOUET et de tous les enseignants qui ont un métier difficile. Ils méritent une véritable reconnaissance pour les missions qu'ils accomplissent. Nous étions nombreux parlementaires, Conseillers régionaux, Président du Grand Orb, Maire de la commune, Francis BARSSE, Maire et élus locaux en ce jour de rentrée.



Fonds vert

Les Sous-Préfets d'arrondissement seront les interlocuteurs uniques des maires, simplifiant ainsi les démarches administratives, bien que ce fonds de 14 millions d'euros soit réparti en 3 axes et 11 thématiques, il reste relativement modeste au regard du nombre de communes.

Visite de courtoisie du Préfet

Visite de M. François-Xavier LAUCH, Préfet de l'Hérault. J'ai échangé avec lui sur l'actualité parlementaire sur la loi Immigration et j'ai évoqué mes rencontres avec les élus afin de le sensibiliser sur la nécessité de concertation avec les Maires sur le terrain.



Inauguration de la nouvelle mairie SAINT-FÉLIX DE LODEZ

Aux côtés du sous-préfet, des conseillers régionaux, départementaux et communautaires et du président de la communauté de communes du Clermontais, j'étais sur la placette de SAINT-FÉLIX, pour assister à l'inauguration des travaux de rénovation entrepris depuis trois ans par le



Maire Joseph RODRIGUEZ et son équipe municipale.

Atelier de la Vallée de l'Hérault - FLORENSAC.

JF. CHATEL, Président de l'Association de la Vallée de l'Hérault, V. GAUDY, Maire, Vice-Président du Département, m'ont invité à visiter les établissements d'adultes en situation de handicap. L. MAÎTRE, directeur a présenté les différentes structures ainsi que le nouveau foyer « Ma résidence » en cours de construction visant à



accueillir les personnes vieillissantes en situation de handicap. Une visite qui s'inscrit dans le cadre de l'ouverture des débats sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

On a fait de l'urbanisme une technique alors que c'est une philosophie



2023 2024

Au Sénat

Au Sénat, il y a de « grands moments ». L'hommage à **Robert BADINTER** en fait partie mettant en lumière les qualités de ce grand homme d'État. Le Congrès de Versailles a aussi été un événement fort, solennel et émouvant que je garderai en mémoire. Depuis 16 ans, il n'y avait pas eu de réunion du Parlement en Congrès pour modifier la Constitution.

Protéger EDF du démembrement

Pour les Français, l'électricité c'est + 9% au 1er février, après une hausse de + 10% en aout 2023 et ils ne voient pas l'inflation s'arrêter. EDF est l'indépendance énergétique de la France et nous devons rester vigilants sur ce secteur stratégique. Avec la 2ème lecture au Sénat, la vente « par appartement » des branches les plus rentables du premier opérateur européen d'électricité n'est pas totalement exclue. Selon la formule consacrée : **on socialise les pertes et on privatise les profits**. Je l'ai dit à la tribune.

Caisse Nationale des Retraités des Agents des Collectivités Locales (CNRACL)

Je regrette, année après année, qu'aucune réforme d'ampleur de la sécurité sociale ne soit envisagée. On se contente de traitements homéopathiques consistant à dérembourser tel ou tel médicament... C'est du bricolage ! **La sécurité sociale ressemble à une feuille morte balayée par le vent**. La CNRACL a été ponctionnée plusieurs années durant. Je me souviens des multiples alertes concernant le départ à la retraite des gros contingents recrutés dans les années 1980 à la suite des grandes lois de décentralisation. Après avoir ponctionné près de 100 milliards dans les réserves de la CNRACL, il est scandaleux de l'accuser de provoquer 2,5 milliards de déficit des retraites et d'augmenter les cotisations.

Frais bancaires de succession

Mon amendement pour exonérer de frais bancaires les successions dans le cas du décès d'enfants de moins de 30 ans a malheureusement été rejeté. Il y a trop de surcoûts exorbitants pratiqués par les banques lors du règlement des successions, souvent opaques et disproportionnés, parfois même immoraux car ils alourdissent le fardeau administratif et financier des familles endeuillées, une forme de double peine.

Les résultats des élections européennes du 09 juin 2024 en France ont produit un séisme politique à double détente avec le score de près de 40 % pour l'extrême droite et l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale dans une forme de fuite en avant. Les Français sont appelés à voter le 30 juin et le 7 juillet pour élire leurs députés.

Le travail législatif a repris sans textes majeurs en attendant les projets de loi du gouvernement de Gabriel ATTAL. Dans sa déclaration de politique générale, il a affirmé sa volonté de rétablir l'autorité dans tous les secteurs, de responsabiliser chaque citoyen et d'agir avec bon sens. Je ne peux qu'y souscrire en attendant des actes.

Mais comment ne pas évoquer la colère des agriculteurs et des viticulteurs qui ne demandent ni aides, ni allocations mais tout simplement de vivre de la vente de leur production, avec moins de normes et moins de paperasserie car comme je l'ai dit à la tribune du Sénat : « ils passent plus de temps devant l'écran de l'ordinateur que sur le tracteur ». Le 25 novembre, la manifestation de Narbonne avait exprimé une colère et un désespoir qui n'ont pas été entendus. J'étais ce jour-là au Sénat et j'alertais le gouvernement sur la situation. En vain... Au-delà des mesures d'urgence, je souhaite que la politique agricole retrouve le bon sens paysan à Bruxelles comme à Paris.

Congrès des Maires



150 maires de l'Hérault présents au Sénat. J'ai été heureux de les accueillir avec mes collègues sénateurs de l'Hérault comme chaque année, en présence du Président du Sénat, de la Présidente de la région Occitanie, Carole DELGA, du maire de MONTPELLIER, Michaël DELAFOSSE et du président de l'AMF34, Frédéric ROIG.



Je me pose une autre question concernant prélèvements obligatoires et prélèvements "obligés". Adhérer à une mutuelle santé, par exemple, n'est certes pas obligatoire, mais c'est obligé !

2023



2024

Au Sénat

Questions au gouvernement

Étudiants français en médecine à l'étranger souhaitant faire leur internat en France

J'ai interpellé le ministère sur les obstacles à la réintégration des étudiants français en médecine formés à l'étranger, alors que la France subit une aggravation des déserts médicaux. Je dénonce un paradoxe : le système français exclut ses propres ressortissants tout en intégrant des médecins formés dans les mêmes universités européennes (notamment en Roumanie).

Les candidats français s'expatrient face à la difficulté d'accès aux études en France, mais se heurtent à une administration rigide lorsqu'ils souhaitent revenir pour leur internat.

Ces étudiants sont discriminés lors des Épreuves Dématérialisées Nationales (EDN), n'ayant pas accès aux mêmes ressources de préparation que leurs homologues restés en France.

Des pays comme l'Allemagne ou la Suisse adoptent des politiques d'accueil beaucoup plus attractives, captant ainsi des médecins dont la France a un besoin urgent.

Je demande une clarification pour lever ces freins administratifs et rendre le cursus français plus inclusif afin de revitaliser le système de santé national.

Mes propositions de loi

Lutter contre l'usurpation d'identité et de domicile lors de la souscription de nouveaux contrats de fourniture de gaz, d'électricité, de contenus numériques, de services numériques ou de services de communications électroniques

Cette PPL vise à sécuriser le processus d'abonnement aux services essentiels (énergie, téléphonie, internet) pour endiguer la progression de l'usurpation d'identité, en hausse de 33 % entre 2018 et 2021.

Les victimes découvrent souvent la fraude tardivement, via des factures ou des rappels pour des services non souscrits, entraînant des préjudices financiers et psychologiques importants.

Si le RGPD protège les données, il n'existe pas d'obligation de vérification d'identité au moment précis de la signature d'un contrat de service.

Le texte propose d'insérer dans le Code de la consommation l'obligation pour les fournisseurs de vérifier l'identité et le domicile des demandeurs avant toute ouverture de compte. Un décret devra fixer la liste des documents justificatifs requis afin d'harmoniser et de renforcer les contrôles. Une initiative législative pour transformer la souscription de contrats en un processus plus rigoureux, protégeant ainsi les consommateurs contre les ouvertures de comptes frauduleuses.

Limiter le paiement en espèces

Ma PPL vise à renforcer les restrictions sur les paiements en espèces afin de mieux lutter contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale. Bien que le paiement en espèces reste courant en France, notamment chez les populations les plus vulnérables, l'Union européenne a fixé un plafond de 10 000 euros pour les paiements en liquide entre pays membres, une mesure devant entrer en vigueur en 2024.

Les transactions illicites et la petite délinquance échappent à ce plafond, permettant au blanchiment d'argent de prospérer, notamment dans le commerce des produits de luxe ou via la location de voitures. Actuellement, la législation française permet encore des paiements en espèces pour des montants variés dans différents contextes (transactions privées, paiements de salaires, etc.).

Mon texte propose d'interdire les paiements en espèces au-delà de 1000 euros, quels que soient les motifs, y compris pour le paiement des loyers et des salaires afin d'éliminer les échappatoires juridiques qui permettent le blanchiment d'argent et d'harmoniser les pratiques d'encadrement des paiements en espèces. Cette initiative vise à réduire les risques liés aux transactions non traçables et à renforcer la lutte contre les activités criminelles.

Le ZAN est un « marronnier » législatif, l'encre n'était pas sèche qu'on l'a déjà modifié, c'est un texte inapplicable...



OLONZAC



COMBAILLAUX



PLAISSAN



MARAUSSAN



FABRÈGUES



CAZEDARNES



SAINT-JEAN DE LA BLAQUIÈRE



LA TOUR SUR ORB



SAINT-MICHEL D'ALAJOU



SIRAN



VAILHAN



Plus de 1 000 élus pour 100 Rencontres du Territoire 34, c'est le bilan d'étape de mes réunions avec les élus de l'Hérault, depuis mon élection au Sénat.

C'est à SIRAN que j'ai organisé cette 100ème réunion, le 29 mars 2024.

Ces rencontres étaient au départ un engagement de campagne, devenues des baromètres indispensables permettant de porter, au Sénat et auprès des ministres, la voix des élus de l'Hérault. Ces échanges toujours constructifs nourrissent ma réflexion et me permettent de mesurer chaque semaine les multiples difficultés rencontrées par les maires et leurs équipes. Dans un parcours semé d'embûches, ils parviennent à avancer par amour de la République et de leur commune.



Les deux socles de la République sont l'école et la mairie



Rectorat - Préparation de la rentrée 2024-2025



Sophie BEJEAN, rectrice de d'Académie nous a réunis pour préparer la rentrée 2024, accompagnée d'Isabelle CHAZAL, secrétaire générale de l'Académie de Catherine CÔME, directrice académique et de Steve BARBET directeur de cabinet. Elle a décliné 4 Axes : des valeurs partagées ; des élèves en réussite ; des partenariats ambitieux ; des femmes et des hommes engagés.

DDSP - Permanence



Rencontre avec Marjorie GHIZOLI, Directrice Départementale de la Sécurité Publique.

École Simone VEIL - MAGALAS



La nouvelle école Simone VEIL fut inaugurée dans l'émotion. Un public nombreux s'est rassemblé pour assister à l'hommage vibrant rendu à cette grande figure de la lutte pour la liberté et la dignité humaine. Les jeunes élèves de l'école ont entonné

des chansons dédiées à Simone VEIL. Aurélien VEIL, son petit-fils, a ensuite capté l'attention de l'audience en partageant des anecdotes personnelles.

Demi-échangeur A75 - LODÈVE



Consultation à la Sous-préfecture de Lodève au sujet du demi-échangeur A75 de Clermont-l'Hérault avec les présidents de communautés de communes, les artisans, les entreprises, le président des maires de l'Hérault, les agents de la DIR, le Sous-Préfet, les Conseillers départementaux, la Conseillère régionale...

Inauguration de l'antenne du Centre de Gestion de l'Hérault - CAZOULS-LES-BÉZIERS



En présence de K. MESQUIDA, S. SAUR pour le département, H. BOURGI, Sénateur, MM le Préfet et Sous-Préfet. P. VIDAL, Président du CDG34 et Maire, accompagnés du conseil d'administration du centre de gestion et de nombreux élus du département.

Protection civile de l'Hérault



J'ai reçu Alexandre BARON, Directeur des opérations à la Protection Civile de l'Hérault. Il a exprimé ses besoins en termes de locaux en cœur d'Hérault.

Cérémonie du 8 MAI - PORTIRAGNES



À l'occasion de la commémoration du 8 mai à PORTIRAGNES, j'ai eu l'honneur de prendre part à cette journée empreinte de recueillement et de respect. Avec force, j'ai appuyé les paroles de Mme le Maire soulignant l'impératif de se souvenir

et de garder vivantes les valeurs de liberté, égalité, fraternité et de laïcité.

Inauguration du Comptoir Médical CLERMONT L'HERAULT



J'ai assisté à l'inauguration de l'extension du comptoir médical aux côtés du Dr Jérôme BENIS, Gérard BESIÈRE, maire, Anne FERRER, directrice du CHU, Claude REVEL, Président de la communauté de communes, Didier AFFRE, Directeur régional de l'ARS.

80ème anniversaire à FONTJUN



Une commémoration d'hommage avec respect et dignité pour les 23 résistants morts pour la France.

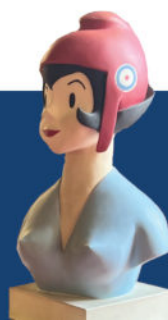
Profils système - BAILLARGUES



J'ai visité le site industriel et découvert de belles initiatives en faveur d'une industrie aluminium responsable. Étaient présents : A. MELIN, Maire de CANDILLARGUES ; G. REVERBEL, Adjoint de la Ville de PALAVAS ; C. MOUNIER, Directeur Général

et S. BAUMAN, Responsable communication. Nous avons pris la mesure de leurs investissements technologiques visant à réduire l'empreinte carbone et produire des profilés aluminium pour des habitats plus durables ainsi qu'une nouvelle chaîne d'extrusion, de nouveaux fours de cuisson et 18 000 m² de panneaux photovoltaïques alimentant notre production en énergie verte.

*Les Maires sont les élus les plus aimés des Français.
Que perdurent la solidarité et la proximité que vous avez chevillées au corps,
au service des citoyens de votre territoire et de la République*



2024



2025

Au Sénat

Budget 2025 - Un coup de force de plus

À l'issue de l'examen du projet de loi de Finances pour 2025, j'ai expliqué à la tribune du Sénat les raisons de mon abstention. Le marathon budgétaire s'est déroulé en plusieurs temps, après le vote de la censure à l'Assemblée nationale. J'ai déploré les choix du gouvernement et de Bercy pour faire face aux 3300 milliards d'euros de dette et d'engagements financiers de l'État. Ils bafouent le rôle du Parlement et privilégient le court terme de la gestion budgétaire, loin des défis sociétaux et économiques. **Aucune de nos propositions visant la justice sociale et fiscale, l'agriculture, le logement, les collectivités locales, le relèvement du taux de prélèvement forfaitaire unique de 30 à 33%, la taxation des automates de paiement ou encore des bouteilles en plastique n'ont été retenues, ni celles en faveur du pouvoir d'achat des français.**

Dés-approbation des comptes de la sécurité sociale 2024

La Sécurité Sociale va fêter ses 80 ans. Créée dans l'élan de la Libération, à une époque où notre pays avait peu de moyens, mais beaucoup d'ambition collective, nous devons être à la hauteur de cet héritage. Lors de l'examen du projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale 2024, j'ai rappelé mon attachement à ce pilier de notre pacte républicain. Comme le rappelait Pierre LAROCHE, son principal artisan : « La protection sociale n'est pas une charge, c'est un investissement dans l'avenir de notre société ». **Les déséquilibres actuels ne pourront pas être corrigés par des ajustements ou des coups de rabots aveugles mais par une réforme structurelle d'ampleur.** La Cour des Comptes préconise un recentrage sur les bas salaires et les plafonds d'éligibilité, elle a raison.

Commission d'enquête Opérateurs publics

Je suis membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État. Depuis deux ans, je dépose des amendements, dans la discussion des lois de Finances pour supprimer les doublons de dépenses administratives, les chevauchements de compétences et pour clarifier les périmètres d'action de ces organismes aux yeux de nos concitoyens. 438 opérateurs publics mobilisent 80 milliards d'euros de crédits. Réformer l'organisation de ces agences libérerait des économies substantielles tout en simplifiant les procédures, permettant de consacrer les crédits et les dépenses de personnel à des services plus opérationnels.

«Habemus Papam»...

c'est la formule consacrée au Vatican à l'occasion de l'élection du souverain pontife. Dans notre République aussi la fumée blanche s'est enfin élevée le 30 janvier dernier, à l'issue de l'adoption des conclusions de la Commission Mixte Paritaire. Mais que ce fut long et laborieux avant que l'on puisse s'écrier **Habemus PLF 2025**, après un changement de gouvernement, une loi spéciale, plusieurs motions de censure et recours au 49.3 !

Agriculture - 4 lois plus tard... rien n'est réglé

Le Sénat vient d'adopter le projet de loi Souveraineté alimentaire et agricole mais je déplore qu'il ne règle ni la garantie de la souveraineté agricole de la France ni le problème du revenu des agriculteurs. Une fois de plus on pose des rustines pour ne pas décider.

Sortir la France du piège du narco trafic

La proposition de loi éponyme a été adoptée à l'unanimité, c'est rare. **Le gouvernement a fait adopter un amendement interdisant le règlement des locations de voiture en espèces...** mesure préconisée par ma proposition de loi pourtant rejetée il y a peu. On a parfois le tort d'avoir raison trop tôt ! Mais pour réussir dans la lutte contre le narco trafic, il faudra davantage de magistrats, de policiers ou de douaniers et cela ne semble pas encore prévu dans le budget.

Congrès des Maires



Briguer un mandat municipal en 2026 implique de reconnaître l'exigence croissante de cet engagement, qui requiert une implication totale au quotidien



2024

2025

Au Sénat

Questions au gouvernement

Coupes budgétaires concernant l'apprentissage

Je dénonce un paradoxe : alors que l'apprentissage est un levier majeur d'insertion professionnelle, le budget 2026 multiplie les économies « coups de rabot » au détriment des apprentis et de leurs employeurs.

La suppression de l'exemption de cotisations salariales entraînerait une perte de revenus jusqu'à 187 euros par mois et pourrait exclure des apprentis **du bénéfice de la prime d'activité**.

L'instauration d'une taxe de 750 euros pour le recrutement d'apprentis niveau bac+3 est jugée responsable d'une première baisse des effectifs.

La suppression de l'aide de 500 euros pour le permis de conduire pénalise lourdement les jeunes des territoires ruraux, pour qui la voiture est indispensable au travail.

Je fustige un manque de justice sociale et une remise en cause de la valeur travail. Le gouvernement doit renoncer à ces mesures déplorables pour ne pas briser la dynamique d'une filière qui a fait ses preuves.

Pour une stratégie nationale cohérente contre le blanchiment d'argent

J'alerte le ministère de l'Économie sur l'ampleur du blanchiment d'argent en France, environ 60 milliards d'euros par an et sur l'insuffisance des moyens pour contrer ce phénomène qui menace l'économie légale et la sécurité nationale.

Moins de 1 % des avoirs criminels sont actuellement saisis. La cellule de renseignement Tracfin ne peut faire face seule à la complexification des flux.

Je souligne le manque de moyens des enquêteurs, l'absence d'interopérabilité des systèmes informatiques et l'existence de "zones grises" dans des secteurs comme l'immobilier ou les antiquités.

M'appuyant sur les **50 recommandations de la commission d'enquête du Sénat**. Je demande au gouvernement de sortir d'une gestion fragmentée pour instaurer une véritable culture de lutte contre le blanchiment. Il est urgent de renforcer la coordination des services et de combler les lacunes juridiques et techniques pour doter la France d'une stratégie enfin à la hauteur des enjeux.

Mes propositions de loi

Proposition de loi relative à la fiscalité communale

L'article 1er prévoit la création d'une règle d'or qui s'appliquerait aux votes des lois de finances aux budgets des administrations publiques locales, instaurant un plafond à ne pas dépasser de 18 % des dépenses de fonctionnement consacrées aux frais généraux et de structure. L'objectif serait de préserver la santé financière des administrations publiques tout en donnant davantage de moyens aux services directement opérationnels sur le terrain pour les citoyens.

L'article 2 prévoit d'exclure de ces dispositions les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs dont le budget annuel est inférieur à 30 millions d'euros.

Proposition de loi visant à instaurer une règle d'or pour les dépenses publiques

Les intercommunalités ne sont pas des collectivités territoriales et pourtant elles lèvent l'impôt sans possibilité de sanction, étant donné leur mode d'élection.

Cette PPL a pour objet de supprimer la fiscalité intercommunale et de la transférer aux communes, au nom de la légitimité démocratique. La levée d'impôt a pour corollaire la sanction du suffrage universel.

Ce texte vise à créer une taxe environnementale et de résidence basée à 50 % sur la valeur locative et à 50 % sur le revenu fiscal.

Un salarié doit vivre de son salaire et qu'on arrête de distribuer des bonbons et des sucettes



2024



2025

34 rencontres du territoire 34

SAINT-BAUZILLE DE PUTOIS**AIGUES-VIVES****POUZOLS****BESSAN****CABREROLLES**

Au cours des échanges, lors des Rencontres du territoire 34, je ne suis pas là pour donner de bonnes nouvelles, les maires non plus. Ils évoquent leurs problématiques locales, la haute administration étant le point phare des discussions. Heureusement, nos engagements respectifs nous conduisent malgré tout à remettre l'ouvrage sur le métier. Ces moments de convivialité permettent de se rappeler que les combats ne sont pas vains. L'esprit de solidarité est toujours présent au cœur de République.

NISSAN-LEZ-ENSERUNE**CASTANET-LE-HAUT****PAULHAN****GALARGUES**

*L'argent de la santé doit servir à soigner,
celui de l'Éducation nationale à enseigner !*



Sète - Journée parlementaire RDSE

BESSAN - Interprofession Personnes âgées

J'ai assisté à une rencontre interfédérale sur le Grand Âge, à la résidence "Les Jardins des Tuileries," gérée par le CCAS de la ville. Étaient présents Stéphane PEPIN-BONET, maire, Ninou CHELALA, Directrice de l'EHPAD et représentante de la FNADEPA, Sébastien POMMIER de NEXEM, Jean-Claude GARCIA de l'URIOPSS et Magalie BILHAC de l'AD-PA. L'écoute des acteurs de terrain est essentielle. Ils sont en première ligne et savent réellement ce dont il s'agit. L'objectif de cette rencontre interfédérale est de sensibiliser le grand public à la cause du Grand Âge et de pousser les élus à adopter une politique ambitieuse en faveur d'un meilleur accompagnement des personnes âgées.



BÉDARIEUX - Inauguration Salle Joséphine Baker

J'ai participé à l'inauguration de la salle Joséphine BAKER en présence de Brian et Luis BOUILLON-BAKER, fils de Joséphine BAKER. Aux côtés de Francis BARSSE, maire, plusieurs élus municipaux et du conseil municipal des jeunes. La cérémonie officielle s'est déroulée en présence du sous-préfet de BÉZIERS, des sénateurs, de Max ALLIÉS, Conseiller régional, de Florence BRUTUS, vice-présidente de la région Occitanie, de Marie PASSIEUX et Jean-Luc FALIP, conseillers départementaux de l'Hérault, de Pierre MATHIEU Président du Grand Orb et de nombreux maires.



LÉZIGNAN-LA-CÈBE
Police municipale Intercommunale
Visite du Ministre



AGDE
VINOCAP Edition 2025



PÉZENAS
Cérémonie du 80^{ème} anniversaire
de la victoire du 8 mai



GIGNAC
Cérémonie du 14 juillet

*Monsieur le ministre, lorsque tous les groupes politiques sont unanimes,
vous devriez commencer par vous demander si vous n'avez pas tort*



2025 2026



Au Sénat



Comment mettre fin à la violence au quotidien

Pour un pacte de sécurité et d'éducation républicaine

Je dresse un constat d'urgence face à l'explosion des violences familiales, scolaires et numériques et à l'effritement de l'autorité publique. Je refuse le fatalisme du « tout carcéral » et appelle à un réengagement massif de l'État.

Sanctuariser l'école : Face au harcèlement et aux agressions, la priorité doit être la prévention et la réussite scolaire dès le plus jeune âge pour éviter l'emprise des réseaux criminels ou radicaux.

Soutenir les familles : Adapter la politique familiale pour aider les parents en perte d'autorité.

Réaffirmer le rôle de l'État : La sécurité est une mission régaliennne qui ne doit pas être déléguée aux communes, déjà sous pression budgétaire.

Rétablir l'ordre immédiat : Prôner une réponse pénale rapide (type travaux d'intérêt général) gérée par les maires pour sanctionner les premières incivilités.

Emploi des jeunes

Je dénonce la proposition du Medef de créer un nouveau **contrat première embauche** précarisant les jeunes, assimilé au CPE. Face à un taux de chômage des moins de 25 ans de 18 %, cette initiative est une provocation aggravant la **crise de confiance**.

Je regrette la baisse des aides à l'apprentissage et la suppression du soutien au permis de conduire dans le PLF 2026.

Je demande au Gouvernement de valoriser le travail et de sécuriser l'avenir des jeunes.

Projet de loi sur la simplification économique

Alors que ce texte, déposé il y a deux ans par Bruno Le Maire, arrive enfin en phase finale, j'ai exprimé mon scepticisme car la France compte plus de **400 000 normes**. Je déplore l'inefficacité des circulaires, des moratoires et chartes successifs (2003, 2010, 2023). L'accumulation législative est un frein administratif et un gouffre financier : « *Si nous nous alignions sur la moyenne européenne, nous économiserions 60 milliards d'euros chaque année.* »

Je dénonce l'absurdité du quotidien en m'appuyant sur mon expérience au Conseil national d'évaluation des normes, j'ai illustré cette « surdité de la loi » par des exemples locaux criants. Le **LIEN à MONTPELLIER** : un chantier de contournement débuté il y a 40 ans, symbole d'une bureaucratie qui étire le temps de l'action publique à l'infini ; Le « **mur des 250 poules** » à **CABRIÈRES** où un agriculteur empêché de développer sa production d'œufs en vente directe par une réglementation imposant un investissement de 10 000 € dès la 250ème poule. Des exemples comme celui-ci, il y en a des milliers.

Sur le ZFE et le ZAN, je considère ces textes mal calibrés. Tout en reconnaissant l'urgence écologique liée à la pollution, j'ai pointé les contradictions gouvernementales, comme le frein mis sur le leasing social des véhicules électriques.

Concernant le **Zéro Artificialisation Net (ZAN)**, les assouplissements sont les bienvenus mais insuffisants face à l'impératif de réindustrialisation du territoire.

Citant le cri du cœur de Georges Pompidou en 1966 « Mais arrêtez donc d'emmerder les Français ! » j'ai **regretté que ce nouveau texte ne soit qu'un remède homéopathique face à un mal qui nécessite une intervention chirurgicale.**



*Les élus locaux vivent une forme de surdité de la loi
qui rend l'adaptation aux réalités de terrain impossible*

2025 2026

Au Sénat

Questions au gouvernement

Dégradation des conditions d'exercice des directrices et directeurs d'écoles

La situation est devenue si critique qu'un syndicat a lancé l'initiative symbolique de la « **journée de la mule** ». À travers leurs témoignages, les directeurs décrivent un quotidien étouffant : une saturation administrative qui prend le pas sur la mission pédagogique ; une gestion complexe des remplacements ; des tensions croissantes avec les familles.

Je déplore les orientations de la loi de finances pour 2026 qui prévoit la suppression de 4 000 postes d'enseignants, dont 2 200 pour le seul premier degré. Justifier ces coupes par la baisse démographique est un calcul comptable qui ignore la réalité des territoires en sous-effectif. Cette politique d'austérité occulte des problèmes structurels majeurs. Aucune mesure n'est prise pour décharger les enseignants des tâches chronophages.

La précarité des AESH : Le statut de ces personnels, pourtant piliers de l'école inclusive, reste trop fragile.

La chute de la France dans le classement PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) est le signal d'alarme d'un système à bout de souffle. L'éducation ne peut se piloter uniquement par des chiffres : l'amélioration du niveau des élèves passe par la revalorisation des conditions de travail de ceux qui les encadrent.

J'ai demandé au Gouvernement de rompre avec la logique de gestion comptable, et de prendre des mesures pour redonner du sens et de la dignité au métier d'enseignant et à la fonction de direction, dans l'intérêt supérieur de nos enfants.

Cadre national de la fonction publique territoriale Ponction du Gouvernement sur le budget du CNFPT

J'ai exprimé mon opposition à la ponction opérée par le Gouvernement sur le budget du Centre national de la fonction publique territoriale pour 2026.

La loi de finances a plafonné les cotisations des collectivités territoriales à 396 980 060 euros. L'État s'approprie toute somme dépassant ce seuil, soit une perte immédiate de 45 millions d'euros par rapport à 2025 pour le CNFPT. Cette somme équivaut aux frais de déplacement d'un million de stagiaires ou à l'intégralité du coût de la formation des sapeurs-pompiers.

C'est une attaque directe contre l'indépendance des collectivités et la déconcentration de nos services publics. En prélevant des ressources qui constituent 93 % des recettes du CNFPT, l'État transforme une cotisation solidaire en une véritable taxe pour renflouer ses propres caisses sur le dos des territoires, une décision illégitime.

Le CNFPT n'est pas un opérateur de l'État et ne doit pas servir de variable d'ajustement budgétaire.

Je demande formellement au Gouvernement de garantir l'autonomie des collectivités et de préserver les moyens nécessaires à la formation de nos agents publics, piliers de l'action locale.

Mission d'information sur les prélèvements obligatoires

Je suis membre de la mission d'information consacrée au « Poids des prélèvements obligatoires en France : quelles conséquences sur la compétitivité des entreprises, l'investissement et les salaires ? » en 2025. Si les prélèvements obligatoires sont indispensables à la solidarité nationale et au financement de l'action publique, on entend dire qu'ils sont trop élevés. Je pense pour ma part que ce qui compte ce n'est pas le niveau de prélèvement obligatoire mais plutôt l'utilisation qui en est faite concrètement pour les citoyens. S'il n'existait plus d'insécurité, si la Justice fonctionnait parfaitement, si l'école française était première du classement PISA, si les services d'urgence des hôpitaux n'étaient pas saturés, si les déserts médicaux ne se multipliaient pas et si les retraites de certains n'étaient pas aussi faibles après une dure vie de labeur, le consentement aux prélèvements obligatoires serait spontané.

Il est urgent de rationaliser la dépense publique. Je me suis maintes fois exprimé en ce sens au Sénat, dénonçant à la fois le coût exorbitant de la bureaucratie française, la hausse exponentielle des normes excessives, l'enchevêtrement galopant des compétences dans un contexte de décentralisation inachevée. Chaque année, le coût de cette suradministration s'élève à 150 milliards d'euros quand le coût de la surtransposition des normes européennes atteint 60 milliards d'euros dans notre pays.

À l'heure où la France connaît un endettement et un déficit records, il serait temps de s'attaquer avec volontarisme à ce qui coûte cher aux Français sans oublier que la plus grande confusion règne. Certains prélèvements, sans être obligatoires, s'apparentent à des prélèvements obligatoires car ils sont obligés, je cite souvent l'exemple de l'augmentation des cotisations de la sécurité sociale ou encore les tarifs des complémentaires santé qui s'envolent.

Rapporteur sur le Conseil et contrôle de l'État - LIMOGES



Je me suis rendu à LIMOGES dans le cadre de mon rapport de contrôle sur le Tribunal du Stationnement Payant. Cette juridiction administrative spécialisée voit le nombre de recours exploser année après année.

Après un échange introductif avec le président Y. LIVENAI, le vice-président, L. LÉVY, B. CHETON, la vice-présidente, D. de PAZ et la cheffe de greffe, j'ai rencontré les acteurs de cette juridiction et je vais poursuivre les auditions à Paris. Je présente mon rapport à la commission des finances fin mai 2026.

Amitiés France Maroc



Membre du groupe d'amitié au Sénat, j'ai l'honneur de participer aux travaux du forum franco-marocain, à RABAT, dans la délégation conduite par le Président du Sénat, M. LARCHER et la Présidente de l'Assemblée nationale, Mme BRAUN PIVET.

Au programme : droits des femmes et participation aux affaires publiques, nouveaux horizons de la coopération bilatérale, lutte contre le terrorisme et le crime organisé, transition énergétique et énergies renouvelables.



Au lieu d'appliquer des solutions structurelles, on fait de l'homéopathie

Au Sénat et sur le terrain
2025 2026
 Pour défendre la commune, socle de la République

Dans l'Hérault



PUISSERGUIER

PAULHAN

BÉDARIEUX



CAUX



ROUJAN



Après quatre tournées réussies au cœur des 34 bassins de l'Hérault, les "34 Rencontres du Territoire 34" évoluent. À l'approche des élections municipales, les contraintes d'agenda ne permettent pas de reconduire les réunions collectives pour cette 5ème saison. Une fois les nouveaux conseils municipaux et conseils communautaires installés, et afin de préserver ce dialogue essentiel, le format se réinvente : place désormais à la proximité absolue, avec des **visites de terrain personnalisées**, à l'échelle de chaque commune, à la rencontre de son maire.



Les maires soulignent une dépossession continue de leurs moyens d'action et de leurs leviers fiscaux

2025 2026

Pour défendre la commune, socle de la République



Dans l'Hérault

SÉRIGNAN



Réunion de l'Académie présentée par Aymeric MEISS, directeur académique des services de l'éducation nationale, avec la présence du sous-préfet de BEZIERS sur la projection de la rentrée scolaire et les perspectives pour l'école.

Port de SETE

J'ai rencontré le président du port de Sète Philippe MALAGOLA et le directeur du port de commerce Denis IGERT pour aborder le volet énergétique, le fret, les croisiéristes, les plaisanciers, etc. Nous avons visité le port, vaste domaine aux multiples facettes. Des projets avec, à la clé, des emplois, une chance pour la ville.



AOP Languedoc PÉZENAS

J'étais présent aux États généraux de l'AOP Languedoc Pézenas. Jacques BILHAC, président du syndicat, Armand RIVIÈRE, maire, Vincent GAUDY, Maire de FLORENSAC, Anne SUTRA DE GERMA, conseillère municipale déléguée à l'agriculture et la viticulture étaient présents.



Serment d'ASSAS - CRUZY

Fidèle depuis 43 ans au Serment d'Assas, élaboré par le bureau des "maires du 2 février", et par le député du vin, Raoul BAYOU, j'ai assisté à la traditionnelle rencontre du 2 février, organisée à Cruzy par Frédéric ROIG, président des maires de l'Hérault, afin d'apporter mon soutien à la viticulture et aux viticulteurs



MONTPELLIER

Assemblée générale de l'Association des Maires et des Présidents d'Intercommunalité de l'Hérault



Commission de la Dotation d'équipement des territoires ruraux
Préfecture MONTPELLIER

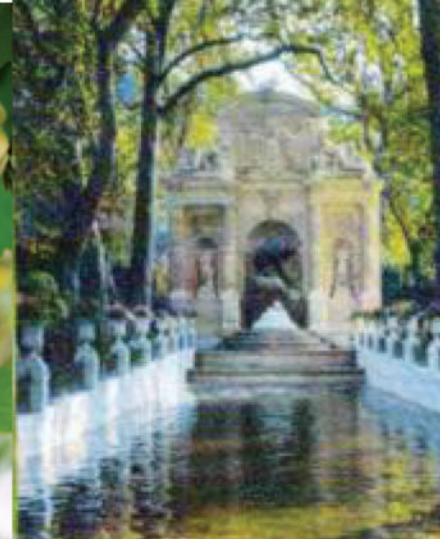


PIERRERUE

Inauguration de la Mairie et de la bibliothèque

*Je suis favorable à une politique humaniste tout en respectant
une rigueur financière*





Fiche d'identité

Elu Sénateur de l'Hérault le 30 septembre 2020

Commission permanente :

- ◆ Vice-Président de la Commission finances
- ◆ Rapporteur de la mission budgétaire Conseil et Contrôle de l'Etat

Fonctions judiciaires ou extra-parlementaires :

- ◆ Membre du Collège consultatif de la commission du Fonds pour le Développement de la Vie Associative (FDVA)
- ◆ Membre du Conseil National d'Évaluation des Normes (CNEN)
- ◆ Membre de l'ANEV - Association Nationale Des Élus De La Vigne et du Vin
- ◆ Membre de la Commission départementale de répartition des crédits de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

Groupes d'études :

- ◆ Vice-Président du Groupe d'études Chasse et pêche
- ◆ Vice-Président du Groupe d'études Mer et littoral
- ◆ Membre du Groupe d'études Aviation civile
- ◆ Vice-Président de la **Commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État**
- ◆ Membre de la **Mission d'information**
« **Poids des prélèvements obligatoires en France :**
quelles conséquences sur la compétitivité des entreprises, l'investissement et les salaires ? »

Profil des compétences acquises

- ◆ 43 ans de Mandats électifs
- ◆ Responsabilités au sein des associations de maires dans l'Hérault et au national
- ◆ Responsabilités au Comité des Finances Locales et au CNEN
- ◆ Connaissance pointue des finances locales
- ◆ Expérience professionnelle éclectique
- ◆ Passion du vignoble pour la viticulture et la culture du vignoble

Mon parcours va de l'animation à la vente de fruits et légumes, raisin de table en passant par le transport, l'artisanat, les petites entreprises, j'ai été représentant, responsable d'une entreprise de tourisme et j'ai aussi travaillé dans les marchés publiques, la gestion du logement social.

J'ai intégré le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), après avoir été sapeur-pompier volontaire.

*La "politique du rabot" traditionnellement menée par Bercy
se révèle aussi inefficace que néfaste*



Statistiques de mon activité parlementaire

◆ Au Sénat - 249 textes de loi examinés :

Interventions en séance	552
Dont 97 discours à la tribune de l'hémicycle	
Interventions en commission	200
Amendements déposés dont je suis l'auteur	266
Dont 36 adoptés	
Amendements cosignés avec mon groupe	2 635
Dont 413 adoptés	
Propositions de loi dont je suis l'auteur	7
Rapports pour la Commission des Finances	14

◆ Dans l'Hérault

5 saisons de 34 rencontres du territoire 34	146
Nombre d'élus rencontrés en réunions	1 600
Questions au gouvernement	
Questions écrites	175
Questions d'actualité et questions orales	23

Moments forts au Sénat et dans l'Hérault

- ◆ 5 saisons organisées avec les "34 Rencontres du territoire 34" par an de 2020 à 2026
- ◆ Inscription de l'IVG dans la Constitution par un vote du Parlement réuni au Congrès de Versailles
- ◆ Participation à la commission d'enquête sur les agences et opérateurs de l'État
- ◆ Hommage du Sénat à Robert Badinter
- ◆ Rapporteur de la mission budgétaire sur le Conseil et Contrôle de l'État chaque année
- ◆ Rencontre de personnalités politiques, auditions d'experts, interventions auprès des ministres
- ◆ Conséquences parlementaires de la dissolution de l'Assemblée nationale
- ◆ Travail parlementaire en période de Covid sous contraintes sanitaires
- ◆ Mission d'information sur les prélèvements obligatoires

Je fais le constat d'une classe politique déconnectée, incroyablement éloignée des réalités du terrain et de nos collectivités.

Je déplore que le débat public et les décisions économiques restent prisonniers de dogmes, au détriment du plus simple pragmatisme



**Circuit des 5 saisons de
34 rencontres du territoire 34**

Défenseur des élus et expert des finances locales

Reconnu par ses pairs pour sa maîtrise des enjeux institutionnels, il a présidé les instances majeures de l'Hérault :

- ◆ L'Association des Maires (AMF 34) de 2012 à 2020.
- ◆ L'Association des Maires Ruraux (AMRF 34), dont il est le président fondateur.
- ◆ Le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale (CDG 34).

À l'échelle nationale, il a apporté sa contribution au sein du Comité des Finances Locales (CFL) et du Conseil National d'Évaluation des Normes (CNEN), tout en occupant le poste de vice-président de l'Association des Maires de France (AMF) de 2014 à 2020.

L'Hérault au cœur de la République,

Élu Sénateur de l'Hérault le 27 septembre 2020, Christian Bilhac porte désormais son expertise au Palais du Luxembourg. Militant au Parti Radical de Gauche (PRG), il siège au sein du groupe RDSE (Rassemblement Démocratique et Social Européen).

Grâce à sa fine connaissance des rouages budgétaires, il occupe actuellement des responsabilités stratégiques en tant que Vice-président de la Commission des Finances du Sénat, où il continue de veiller aux intérêts des territoires et à l'équilibre des finances publiques.

Un ancrage local historique

Son parcours est indissociable de la commune de Péret, dont il fut le maire pendant près de quatre décennies, de 1983 à 2020. Une longévité qui lui vaut aujourd'hui le titre de Maire honoraire. Au-delà de sa commune, il a joué un rôle moteur dans l'intercommunalité au sein de la Communauté de Communes du Clermontais, où il a siégé dès 1992 et exercé la vice-présidence durant treize ans.

Un engagement au service des territoires

Né le 10 avril 1955, Christian Bilhac a consacré l'essentiel de sa carrière et de son engagement politique à l'Hérault et à la gestion des collectivités territoriales. Ancien attaché territorial au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) jusqu'en 2015, il incarne une figure de terrain, alliant expertise technique et mandats de proximité.

L'équipe parlementaire

Christian BILHAC,
Sénateur de l'Hérault

Florence Faye
Collaboratrice
parlementaire
au Sénat



Annie Couderc Moneron
Collaboratrice
parlementaire
dans l'Hérault